



L'Ukraine ou comment ne pas se laisser manipuler ?

Par [Nicolas Bárdos-Féltoronyi](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 03 février 2014

[Géopolitique/Ukraine Démocratie](#)

Quelques éléments de base [\[1\]](#) [\[2\]](#)

Afin de comprendre les événements actuels en Ukraine, il convient de se rappeler quelques notions de base pour commencer : l'indépendance, la neutralité, le capitalisme et la corruption en Ukraine.

Après des siècles de domination d'abord polonaise, puis russe, l'Ukraine a pu avoir une autonomie limitée dans le cadre de l'Union soviétique et enfin l'indépendance depuis la dissolution de cette dernière en 1991. Dans le passé comme aujourd'hui, les Ukrainiens de tous bords sont avant des Ukrainiens qui tiennent énormément à l'indépendance de leur pays: à l'Ouest comme à l'Est. Se réintégrer dans une union soviétique reconstituée leur reste hors question. Les pressions exercées périodiquement par Moscou, notamment en matière du prix du gaz naturel, ne leur échappe non plus.

Rapprocher l'UE leur plairait mais en faire partie leur paraît douteux pour des raisons de sagesse populaire[\[3\]](#) et d'intérêts économiques[\[4\]](#). Certes un „Occident” mythique leur apparaît comme un paradis[\[5\]](#) et on aimerait y émigrer massivement. Mais il est vrai aussi que Moscou et Kiev ont des systèmes économiques très complémentaires en matières industrielles. Il en résulte qu'inscrite dans la constitution, l'Ukraine est techniquement un pays neutre qui veut le rester coincée entre Moscou et Bruxelles (Washington). Aussi les qualifications pro-européenne ou pro-russe des manifestants me paraissent-elles hors propos.

Par ailleurs, dès l'indépendance, le pays a subi l'établissement d'un capitalisme sauvage qui persiste. Les gouvernements successifs ont appliqué les recettes du FM: libéraliser, privatiser, flexibiliser le travail et avoir aussi peu de gouvernement que possibles (sauf le maintien de l'ordre). Quelques groupes financiers privés géants se sont constitués, alors que le chômage et les inégalités se sont explosés. Hors d'une élite urbaine peu nombreuse, la majorité de la population vit en misère. Cependant, quels que capitalistes qu'ils soient, ces groupes financiers restent aussi et avant tout ukrainiens.

Enfin, le néolibéralisme a désorganisé l'Etat et le pays. Il a installé un système vaste de corruption publique et surtout privée. L'Etat se confond en partie avec les grands financiers. Ainsi les difficultés économiques se joignent-elles au rejet des gouvernements pour expliquer les manifestations actuelles et antérieures.

Analysons sur cette base les événements récents d'une façon un peu plus approfondie : examinons pour commencer la nature des manifestations, puis les négociations médiocres de l'UE et pour terminer l'attitude du gouvernement et du président ukrainiens et les

perspectives du pays.

La nature des manifestations[\[6\]](#)

N'étant guère ignares, les Ukrainiens savent que l'UE n'est guère une panacée. Il leur suffit d'observer de ce qui se passait chez leurs voisins occidentaux :

1. Ces vingt dernières années, la décision politique des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) de se joindre à l'UE s'est avérée économiquement désastreuse. En la préparant et après l'adhésion à l'UE, ces pays ont perdu près de la moitié de leur production industrielle et une partie considérable de leur production agricole.
2. Ces pays ont aussi subi une dévaluation du potentiel humain de la population, avec une réduction sensible des conditions du travail, une fuite massive des cerveaux et une émigration des plus jeunes non moins importante.
3. Ils ont perdu le contrôle de leur système bancaire et de leurs principales entreprises, qui ont été absorbées par les multinationales principalement européennes. Certains de ces pays étant fort endettés auprès des banques, leur dépendance de ces dernières est devenue quasi absolue.

Dans l'hypothèse de l'association de l'Ukraine, celle-ci n'avait guère de raisons d'espérer un meilleur sort. Dans les propositions budgétaires modestes de l'UE, l'Ukraine ne pouvait guère voir une compensation quelconque. Une partie modeste de la population ukrainienne refuse de prendre considération cet aspect des choses et manifeste, avec le soutien visible d'un certain nombre de politiciens et diplomates ouest-européens et américains.

Qui sont les manifestants ? Outre les badauds non organisés, il existerait quatre groupes significatifs :

- le mouvement de Timochenko qui a dirigé un de ces gouvernements corrompus dont il est questions ci-dessus,
- le mouvement de l'ex-boxeur Klitchka qui apparaît comme un « chevalier blanc »,
- le parti Svoboda de droite nationaliste, fascisante et antisémite, surtout de l'Ukraine occidentale, soutenu publiquement par Le Pen, Vlaams Belang, Jobbik, etc.
- le parti communiste tout à fait modeste.

En outre, manifestent des groupuscules de toute sorte et notamment un groupe extrême droite et nazi composé entre autres des « casseurs » des manifestations.

Dans les manifestations qui durent depuis plus de deux mois, il convient de distinguer entre deux phases : une première où les manifestations exprimaient le mécontentement devant le refus du gouvernement de signer l'accord d'association avec l'UE ; celles-ci n'ont duré quelques deux semaines ; puis, une seconde phase pendant laquelle – et qui dure encore – une opposition générale au gouvernement qui s'est affirmée. Au moment le plus fort, les manifestations n'ont mobilisé qu'au maximum 1% de la population. Au fil des temps, les figures de proue du mouvement se différenciaient. Les uns prétent à négocier avec le gouvernement, les autres étant plus radicales le refusent aussi longtemps que le président ne démissionne pas.

Il a été remarqué que les manifestants en grand nombre ont été transportés par des centaines de cars et proviennent surtout de l'Ukraine occidentale. Ils portaient surtout au début des casques uniformément de couleur orange. A ma connaissance, ni des cars ni des casques ne tombent du ciel, même en Ukraine. C'est à partir de ces faits que l'on suppose une « aide » étrangère dans les mouvements de protestation[7]. Pour 2013, la Maison blanche avait alloué 100 millions de dollars pour le « soutien des processus démocratiques » en Ukraine. Tout au début des manifestations, la rencontre entre l'ambassadeur américain, Nuland, et les leaders des partis d'opposition apparaissaient comme un compte-rendu des exécutants des manifestations devant le principal mécène des événements à Kijev. Il est à supposer qu'un consensus ait été trouvé - à en juger par les sourires paisibles des leaders de l'opposition et le commentaire de Nuland en personne, qui a qualifié l'entretien avec l'opposition de « fructueux ».

La stratégie non militaire des Etats-Unis d'Amérique, c'est-à-dire la mobilisation des moyens financiers dégagés via leurs ambassades, des fondations et les ONG, qui permettent d'entretenir à travers le monde des milliers d'associations et des dizaines de milliers ou plus de politiques, de « militants de la société civile » et de journalistes dans la propagation des thèmes et des images de la propagande américaine fonctionne bien entendu en Ukraine aussi. Un sujet qui dérange, bien sûr... et dont les médias francophones préfère généralement ne pas parler. L'avantage de beaucoup de fondations des EUA, pour ceux qui désirent s'informer, c'est qu'elles sont parfois transparentes.

Du reste, devant 200 000 manifestants anti-gouvernementaux (chiffres occidentaux probablement biaisés) le sénateur américain John McCain a déclaré le 15 décembre 2013 « Le monde libre est avec vous, l'Amérique est avec vous, je suis avec vous. »[8] Lui et un autre du Sénat américain ont rencontré divers représentants de l'opposition comme l'ex-champion de boxe Vitaly Klitchko, l'ex-ministre de l'économie Arseny Yatsenyouk et le nationaliste de droite antisémite Oleh Tyahnybog, dirigeant de Svoboda.

Au même moment, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique suit aussi la pente de l'ingérence « Je ne vais pas entrer dans les détails (mais) nous envisageons certaines options politiques -bien évidemment aucune décision n'a été prise- et les sanctions en font partie », a déclaré la porte-parole de la diplomatie américaine Jennifer Psaki. Le même jour également, le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel a mis en garde son homologue ukrainien Pavlo Lebedev contre tout envoi de soldats contre les opposants: « Il a souligné les dégâts que pourraient causer toute intervention de l'armée pour réprimer les manifestations ».[9]

Franchement, on peut se demander quelle serait la réaction des « occidentaux » ou de nos « atlantistes » si les députés russes se promenaient et manifestaient dans les rues de Kiev ou de Bruxelles contre le gouvernement du pays, si les ONG russes proches du gouvernement soutenaient des manifestations à Vienne (capitale d'un pays neutre comme l'Ukraine) ou si les ministères des affaires étrangères et de défense à Moscou profanaient ou menaçaient le président ou les ministres américains.

Les illusions de Bruxelles (Washington) ou une mauvaise négociation ?

Plus fondamentalement, avec sa politique du « voisinage », l'UE a en réalité tenté à « arracher » l'Ukraine à la Russie. Elle n'a pas pris au sérieux la volonté des Ukrainiens de ne pas vouloir s'aligner à l'un au détriment de l'autre. Il n'est guère étonnant que la tentative ait échoué. Cette même volonté d'indépendance s'exprime lorsque Moscou presse

Kiev d'adhérer à l'Union douanière créée par la Russie avec d'autres ex-républiques soviétiques.

Or, Bruxelles a déclaré, à tort, incompatible cette adhésion avec l'accord d'association négocié. De ce type de négociations sert précisément de rechercher des compatibilités si l'on veut l'adhésion et du bien de l'Ukraine. De plus, l'UE comporte 5 à 6 pays neutres. Il aurait été intéressant de les associer aux négociations afin de souligner que l'UE admette en son sein des pays neutres. Un peu imprudemment, les diplomates européens auraient laissé entendre à leurs interlocuteurs ukrainiens que l'association est le chemin royal à l'intégration pure et simple à l'UE. Du reste, l'UE refuse assez maladroitement d'entrer sans visa, même à terme ou sous forme de promesse vague, des Ukrainiens, tant désiré par ces derniers.

L'UE n'a au fond jamais accepté la politique de neutralité de l'Ukraine et ce, peut-être, sous l'influence des EUA. De son côté, Washington essaie constamment à grignoter la position de la Russie et ici, par le biais de l'Ukraine. Le secrétaire générale de l'OTAN se permet de sermonner la Russie à propos de l'Ukraine. Moscou évidemment ne se laisse pas faire et procède à des manœuvres diplomatiques habituelles des grandes puissances par l'usage alterné de la carotte et du bâton. L'OTAN a déjà été arrêtée dans son expansion vers l'Est en 2008 lorsque, avec le soutien de certains milieux de Washington, la Géorgie s'est attaquée à la Russie et a lamentablement échoué.

Il faut bien dire qu'en suspendant son accord d'association à l'UE, l'Ukraine a peut-être échappé de justesse à la mise en coupe réglée de son agriculture et de ses manufactures par des multinationales financières et agroalimentaires européennes et américaines qui en auraient profité en outre pour prendre le contrôle des millions de hectares de terres les plus riches du monde. Du reste, l'UE a fait semblant d'oublier que l'Ukraine est ipso facto et militairement neutre par disposition constitutionnelle et dès lors n'en tire aucune conclusion quant à ses démarches futures[10]. C'est dommage à la fois pour le peuple ukrainien et les démocrates au sein de l'UE.

L'attitude du gouvernement ukrainien et les perspectives du pays

Désormais, il ne reste à l'Ukraine que d'attendre de meilleures conditions pour signer un accord d'association avec l'UE. Le président ukrainien a défini cinq conditions, pour que son pays signe l'accord d'association avec l'UE. Il s'agit notamment de

- la restauration de la coopération avec le Fonds monétaire international (FMI),
- la révision des relations commerciales Ukraine-UE,
- la participation de l'UE dans la modernisation du système de transport du gaz et
- la levée de contradictions dans la coopération économique de l'Ukraine avec la Russie et les pays de l'Union douanière.

Le principal argument de Kiev contre l'accord commercial, c'est qu'il coûterait trop cher. Une des raisons pour lesquelles l'intégration de l'Ukraine avec l'UE coûterait tant est qu'elle empêcherait l'accès aux marchés traditionnels russes. L'UE s'est déclaré de ne pas en mesure de financer le manque à gagner ou de supprimer les visas d'entrée à l'UE pour les Ukrainiens tant attendu. Cependant, l'Ukraine a également clairement fait comprendre qu'elle restait engagée à une intégration européenne et adhérerait à ses idéaux. L'UE a aussi précisé qu'elle laissait ses portes ouvertes. En attendant, le gouvernement poursuit ses efforts de rendre économiquement le pays moins dépendant de la Russie.

Pendant les manifestations, le président Ianoukovitch a effectué une visite en Chine en décembre 2013. La Chine aidera l'Ukraine à produire du gaz synthétique à partir de charbon. Elle y investit pour une valeur de quelque € 6,4 milliards, après un prêt de € 8 milliards. Cet investissement vise à aider l'économie ukrainienne et, en cours d'année, les deux pays ont signé un accord agricole, dans le cadre duquel la Chine prend un engagement d'envergure en faveur du secteur agricole ukrainien pour les 50 prochaines années. Dans le cadre de l'arrangement, la Chine louera à bail de vastes terres agricoles et par la même occasion améliorera l'infrastructure ukrainienne. Au final, la Chine et l'Ukraine cultiveront conjointement près de trois millions d'hectares de terres - une surface de la taille de la Belgique.

Par ailleurs, l'Ukraine a signé un accord de fourniture de gaz avec la Slovaquie en janvier 2014. Selon l'accord, un renversement du sens de circulation du gaz sera mis en place entre les deux pays. Ainsi, Kiev pourrait acheter du gaz naturel de l'UE et en importer chaque année au moins 10 milliards de mètres cubes de gaz via la Slovaquie. Mais, l'Ukraine achète du gaz de l'UE à environ 400 dollars les 1 000 mètres cubes, alors que la Russie le lui vendait à un prix de 268,5 dollars les 1.000 mètres cubes au premier trimestre de 2013. Il n'empêche que le pays s'approvisionne également en gaz auprès de l'énergétique allemand RWE en l'important via la Pologne et la Hongrie. L'an dernier, l'Ukraine n'a importé que de deux milliards de mètres cubes environ de gaz d'UE, alors qu'en 2013, l'Ukraine a acheté à la Russie 28 milliards de mètres cubes de gaz.

Washington et Bruxelles devraient bien se garder de soutenir l'extrême-droite qui annonce « la guerre civile » et la mise au ban internationale du président^[11]. Sans doute, il y a une part de la responsabilité qui incombe aux dirigeants européens et américains qui sont venus à Kijev jeter de l'huile sur le feu, faisant croire aux opposants la possibilité d'une victoire facile. Il est simplement stupide que les « quatre pays de Visegrád » (la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie) décident de créer un groupe d'armée commun, faisant suite aux événements en Ukraine. Notre presse pourrait aussi être plus prudente. Il n'y a guère qu'un journal français respectable (sic !) a titré comme cela : « [Ukraine : vers un protectorat russe?](#) »

Du reste, le gouvernement continue à négocier avec les représentants démocratiques de l'opposition (le 1.2.2014). La démission du gouvernement et l'annulation des dispositions répressives sont déjà acquises. Nonobstant de cela, des groupes d'opposants « prennent le pouvoir » dans certaines villes de province occidentales, des rumeurs de projets de coups d'état se multiplient et l'armée semble aussi s'impatienter. Tous ceci est sans doute inquiétant. La chute du président me paraît peu probable mais toujours possible. Est-elle souhaitable ? L'exécutif ukrainien a été élu dans le respect des critères démocratiques et, vu de la médiocrité du système juridique ukrainien, il me paraît dommageable de l'affaiblir encore plus. Par contre, la pression de la rue pourra bien réduire le nombre des décisions arbitraires dans le domaine économique, de prendre des dispositions contre la corruption et d'annuler les mesures antisociales.

Nicolas Bárdos-Féltoronyi

Professeur émérite de l'UCL et géopolitologue

[1] Pour mon bulletin bi-mensuel et ma bibliographie, consultez mon site www.bardosfeltoronyi.eu où des nombreuses indications se trouvent pour toute la région du centre de l'Europe et plus particulièrement de l'Ukraine.

[2] FRIEDMAN, George, Ukraine: On the Edge of Empires, in: *Stratfor*, December 17th, 2013; BUZGALIN, Aleksandr, Maiden 2013: A Multinational-Dimensional Dialectic of Resistance (A View from the Left), in: *Alternatives*, January 2014 & RJABTSCUK, Mykola, Zerstörte Illusionen, in : *Neue Zürcher Zeitung*, 1.2.2014.

[3] Proximités de langue, de culture et de religion, aussi bien que par des familles : mariages mixtes depuis des siècles.

[4] L'Ukraine entretient un commerce extérieur plus développé vers la Russie que vers l'UE.

[5] Essayez d'expliquer à Kijev que le chômage est aussi important en Belgique qu'en Ukraine.

[6] Voir notamment CHAUVIER, Jean-Marie, EuroMaïdan ou la « bataille d'Ukraine », in : POLITIQUE. Revue de débats, n° 83, Janvier-février 2014 ainsi que SAMARY, Catherine, La société ukrainienne entre ses dirigeants et à sa Troïka, in : *Les Possibles*, à paraître en 2014 et les ouvrages cités en note n° 2.

[7] MILNE, Seumas, In Ukraine, fascists, oligarchs and western expansion are at the heart of the crisis, in: *The Guardian*, 29 January 2014.

[8] Cela me rappelle les mêmes paroles prononcées par Washington au moment de la révolution hongroise de 1956 que j'ai vécu à Budapest. Ces paroles à l'époque n'ont abouti à aucun résultat tangible mais ont causé beaucoup de chagrin.

[9] Voir Ukraine : les Etats-Unis menacent, et McCain rencontre l'extrême-droite, in : *AtlasAlternatif*, 16 décembre 2013.

[10] FOUCHER, Michel, L'Ukraine doit être un Etat neutre entre l'UE et la Russie, *Le Monde*, 20.12.2013. ; GUJER, Eric, Die EU und die Zukunft der Ukraine. Europas Krämerseelen, in: *Neue Zürcher Zeitung*, 25.1.2014 ; MÜLLER-HÄRLIN, Bernhard, Die Ukraine umarmen, in: *Neue Zürcher Zeitung*, 12.11.2013.

[11] En Europe occidentale, nous avons peu de leçons à donner à l'Ukraine. Les répression récentes à Paris comme à Francfort ont été fort brutales et ont eu recours aux mêmes « outils » répressifs.

La source originale de cet article est [Géopolitique/Ukraine Démocratie](#)

Copyright © [Nicolas Bárdos-Féltoronyi](#), [Géopolitique/Ukraine Démocratie](#), 2014

Articles Par : [Nicolas Bárdos-Féltoronyi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca